

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Evreux

Évreux, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST

2 Allée Baco
44000 Nantes

Références : 27 / 2026 - 80
Code AIOT : 0005802102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST implanté 620 Chemin du Catellier 27340 Criquebeuf-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 mars 2026 dans l'établissement implanté 620 Chemin du Catellier 27340 Criquebeuf-sur-Seine.

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des suites administratives prescrites par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2025, pris après les écarts constatés lors de la visite du 2 octobre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST
- 620 Chemin du Catellier 27340 Criquebeuf-sur-Seine
- Code AIOT : 0005802102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité de compostage de déchets verts et de traitement de déchets de bois

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	40 jours
3	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	40 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas achevé la mise en conformité rappelée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/11/2025, une réserve incendie restant à mettre en place et des analyses des rejets d'eaux pluviales devant être réalisées.

La mise en demeure ne peut donc pas être levée à ce stade. Néanmoins, compte tenu des éléments transmis par l'exploitant le jour de la visite et en amont de celle-ci, notamment les bons de commande pour la réserve incendie et les analyses, ainsi que le planning des travaux sur lequel il s'est engagé, faisant état d'un retour à la conformité pour mi-avril 2026, il n'est pas envisagé de sanctions administratives à ce stade.

A la condition que les justificatifs faisant état du retour à la conformité soient transmis dans le délai annoncé, il pourrait être procédé à la levée de la mise en demeure.

Passé ce délai, et sans ces justificatifs, des sanctions administratives seront immédiatement

engagées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>La société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sise chemin du catellier sur la commune de Criquebeuf-sur-Seine est mise en demeure de respecter dans un délai de <u>2 mois</u> à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions suivantes :</p> <p><u>Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2018 :</u></p> <p><i>L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Un débit total simultané de 120 m³ /heure disponible pendant deux heures doit être assuré.</i></p> <p><i>L'exploitant doit disposer sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté d'une réserve d'eau permettant de répondre au besoin en eau : un volume de 240 m³ doit être maintenu en permanence. Ce volume pourra être contenu dans une réserve à ciel ouvert dont les caractéristiques techniques devront respecter les dispositions issues de l'annexe 2.5 figurant dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie de l'Eure. La signalisation de ce point d'eau incendie doit être matérialisée dès l'entrée du site. Cette réserve d'eau (eau propre) est distincte du dispositif de traitement des eaux pluviales et des jus de compostage (contient des polluants organiques susceptibles d'endommager le matériel des secours).</i></p> <p><i>L'exploitant doit disposer également d'un dispositif d'aspiration avec crépine (moto-pompe) dans le bassin de collecte des eaux pluviales avec canon fixe d'un débit d'eau chargée de 60 m³/h. Un volume d'eau de 120 m³ minimum doit en permanence être disponible dans le bassin d'eaux pluviales. Le personnel doit être formé à l'utilisation de ce dispositif. En cas de départ de feu, l'exploitant doit mettre en œuvre ce dispositif rapidement.</i></p> <p><i>L'exploitant dispose également d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles.</i></p> <p><i>En cas de condition météorologique défavorable susceptible de générer un incendie par auto-échauffement de déchets entreposés, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer une maîtrise du phénomène : prise de température plus fréquentes, arrosage, séparation des tas.</i></p> <p>Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura mis en place le canon fixe, et le dispositif d'aspiration dans le bassin de collecte.</p>
Constats : <p>Par courriel du 12 novembre 2025, l'exploitant a indiqué qu'il souhaitait mettre en place une nouvelle réserve incendie en remplacement du canon fixe et de la motopompe aspirant dans le bassin. La capacité envisagée de cette nouvelle réserve était initialement de 120 m³.</p> <p>La capacité ne permettant pas d'atteindre le volume requis de 120 m³/heure pendant 2 heures, l'exploitant a procédé à la commande d'une réserve souple de 300 m³, dont la livraison est prévue fin mars 2026.</p> <p>En parallèle, l'exploitant a procédé à la commande de travaux de terrassement auprès de la</p>

<p>société GRAJEWSKI BATIMENT afin de pouvoir mettre en place cette nouvelle réserve.</p> <p>Selon le planning confirmé par courriel le jour de la visite, les travaux de terrassement et de pose des blocs béton devraient débuter le 12 mars 2026, avec livraison prévue des blocs le 17 mars 2026.</p> <p>La réserve incendie souple, dont la sortie d'usine était initialement prévue pour le 20 mars 2026, a été repoussée au 27 mars 2026 selon le courriel du fournisseur BHD joint au planning.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la réserve incendie devrait être opérationnelle (positionnée et remplie) le 17 avril 2026.</p> <p>L'exploitant a également indiqué qu'il procèdera à la commande de protections antigel pour les raccords de connexion des réserves incendie et à la mise en place de la signalétique afin de pouvoir repérer en toute circonstance leur emplacement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra achever la mise en place de la nouvelle réserve incendie selon le planning transmis le jour de la visite d'inspection.</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées, dès sa réalisation et au plus tard le 17 avril 2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les attestations de conformité de la réserve incendie souple de 300 m³ ; • Les photographies de la réserve installée. <p>Il devra également transmettre le récépissé de réception par le SDIS 27 dès qu'il aura été rédigé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 40 jours</p>

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sise chemin du catellier sur la commune de Criquebeuf-sur-Seine est mise en demeure de respecter dans un délai de <u>2 mois</u> à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p><u>Article 7.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2018 :</u></p> <p><i>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés au bassin de rétention de 600 m³ qui se déverse dans le bassin de 400 m³. Un volume de 520 m³ doit être maintenu libre en permanence afin de permettre le confinement des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</i></p> <p><i>Une vanne de sectionnement en amont des bassins d'infiltration doit permettre de confiner les eaux d'extinction sur le site afin d'éviter l'évacuation de substances polluantes ou dangereuses dans le bassin d'infiltration. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute</i></p>

circonstance localement. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura justifié :

- de l'évacuation vers une filière adaptée du trop plein d'eau des bassins de rétention afin de laisser un volume disponible de 520 m³ ;
- du fonctionnement de la vanne de sectionnement située en amont des bassins d'infiltration ;
- du libre accès à la vanne de sectionnement précitée.

Constats :

Au jour de la visite d'inspection, il a été constaté une hauteur disponible de 1 mètre dans le bassin de 600 m³, soit un volume disponible de 500 m³, et de 50 cm dans le bassin de 400 m³, soit un volume disponible de 100 m³.

Le volume total disponible au jour de la visite est donc supérieur aux 520 m³ prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er mars 2018.

Par ailleurs, la visite a permis de constater que l'accès à la vanne de confinement des eaux d'extinction a été réaménagé et que celle-ci était bien accessible.

Son essai a confirmé son bon état et son étanchéité en position fermée.

Un panneau indiquant son sens de manœuvre pour une fermeture en cas d'urgence était affiché à proximité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

La société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sise chemin du catellier sur la commune de Criquebeuf-sur-Seine est mise en demeure de respecter dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions suivantes :

[...]

Article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2018 :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur via les bassins d'infiltration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres Concentrations maximales instantanées (mg/l)

Matières En Suspension (MES) 35

Hydrocarbures 5

Demande Chimique en Oxygène (DCO) 125

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura apporté la preuve de l'entretien du séparateur d'hydrocarbures et justifié du respect des VLE sur ses rejets aqueux sur de nouvelles analyses.

Constats :

Il a été constaté le jour de la visite que le séparateur d'hydrocarbures était accessible, celui-ci étant positionné sur la même plateforme que la vanne de confinement de eaux.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le bordereau d'intervention de la société Bachelet-Bonnefond, qui est intervenu le 26 février 2026, et les bordereaux de suivis de déchets associés.

Par ailleurs, l'exploitant a commandé auprès du laboratoire Eurofins les analyses pour justifier du respect des valeurs limites de concentration de ses rejets aqueux.

L'inspection des installations classées a constaté la présence sur site de la glacière fournie par le laboratoire pour l'expédition des prélèvements, qui n'ont pas pu être réalisés compte tenu de l'absence de précipitations depuis l'entretien du séparateur.

Par courriel le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé à réaliser ces prélèvements avant le 13 mars 2026, sur la base des prévisions météorologiques, et estime pouvoir transmettre les résultats des analyses à l'inspection des installations classées avant le 17 avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra faire réaliser les analyses des eaux pluviales rejetées dans le bassin d'infiltration, portant a minima sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO5, hydrocarbures totaux.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les résultats des analyses sur les rejets des eaux pluviales et, le cas échéant, les mesures correctives envisagées en cas de dépassement des valeurs limites de rejet avant le 17 avril 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 40 jours